

Le très honorable représentant semble un peu inquiet de ce qui s'est passé. J'ai beaucoup de difficulté à le contenter à ce sujet et à d'autres égards. Il vaut peut-être mieux y renoncer, mais si je ne traite pas en public, à la Chambre des communes ou ailleurs, des questions qui présentent un danger immédiat et préoccupent le monde entier, si le gouvernement ne se prononce pas sur ces questions, on l'accuse d'être un satellite, un porte-parole des États-Unis.

Toutefois, s'il nous arrive d'exprimer publiquement notre opinion, et seulement quand l'occasion semble l'exiger, alors, monsieur l'Orateur, nos propos doivent être dignes et sereins et il me semble qu'on ne devrait pas nous accuser de nous ingérer dans les affaires d'un autre pays, car ce qui se passe aujourd'hui au Vietnam, c'est l'affaire de tous les pays du monde, surtout des voisins et des alliés des États-Unis d'Amérique.

Afin que nul ne se méprenne sur le sens de ce que j'ai dit, je vais verser au compte rendu seulement quelques alinéas de mon discours qui se passent, à mon avis, d'exégèse. Voici ce que j'ai déclaré vendredi et dont j'ai parlé au président samedi:

Le dilemme...

Et la situation du Vietnam pose un dilemme aigu et déchirant.

...est aigu et semble insoluble. Par ailleurs, aucune nation—et surtout aucune nation qui vient d'obtenir son indépendance—ne peut se sentir en sécurité si la capitulation au Vietnam devait aboutir à l'idéalisation de l'agression employant des procédés subversifs et de prétendues guerres de libération nationale.

Par ailleurs, l'application progressive de sanctions militaires peut provoquer une résistance acharnée au lieu d'un désir de négocier. Une intensification continue des hostilités au Vietnam pourrait mener à une escalade incontrôlable.

J'ai dit quelles devaient être, à mon sens, les conditions d'un règlement, qui font l'objet de discussions d'un bout à l'autre du monde à l'heure actuelle. Dans mon discours de vendredi soir, j'ai demandé:

Quelles sont les conditions d'un tel règlement? Premièrement, un cessez-le-feu et ensuite, la négociation.

Toute action agressive de la part du Vietnam du Nord pour réaliser une «libération» communiste—donc une domination communiste—du Sud doit cesser.

Seulement alors, pourra-t-il y avoir négociation. J'ai ajouté:

Il est bon nombre d'éléments que je ne suis pas en mesure de peser. Mais il semble y avoir au moins la possibilité d'une pause en ce qui concerne les attaques aériennes contre le Vietnam du Nord en temps opportun...

Ces propos figuraient dans ma première déclaration et ne diffèrent pas de ce que j'ai

déclaré samedi, au président ou aux journalistes. J'ai déclaré:

...la suspension des attaques aériennes contre le Vietnam du Nord au moment opportun fournirait peut-être aux autorités d'Hanoi l'occasion, si elles tiennent à la saisir, d'assouplir un peu leur politique, sans sembler céder à une pression militaire directe.

Si une telle suspension se produisait pendant un certain temps, alors le rythme auquel se succèdent les incidents au Vietnam du Sud permettraient de juger avec assez d'exactitude de l'opportunité d'une telle suspension et du désir de la prolonger. Bien entendu, je ne propose aucun compromis sur les questions de principe, ni aucune diminution de la résistance à l'agression au Vietnam du Sud. Je propose tout simplement qu'une pause mesurée...

Cette expression semble procurer un certain plaisir au très honorable représentant.

...une pause mesurée, faite au moment opportun dans l'un des domaines d'action militaire, faciliterait peut-être l'établissement de relations diplomatiques auxquelles on ne peut facilement recourir dans les circonstances actuelles.

L'initiative dévoilerait au moins l'intransigeance du gouvernement du Vietnam du Nord.

Alors, monsieur l'Orateur, j'ai passé quelque temps à mettre au point ce que j'estimais être une façon positive d'aborder tout le problème du Sud-Est asiatique—ce qu'on pouvait faire par l'entremise des Nations Unies pour élever le niveau de vie des gens, des gens pauvres dans cette partie du monde, ce qu'on pouvait faire même au milieu des combats, alors que le conflit se poursuivait. J'ai rappelé à mes auditeurs que pendant des années, jusqu'à aujourd'hui, les Nations Unies avaient poursuivi dans cette partie du monde l'aménagement du bassin du Mékong, très utile pour les gens de la région, dans les limites des ressources qu'on y trouve, et que n'a entravé aucun gouvernement de la région.

J'ai ajouté que si ce programme pouvait être augmenté de façon marquée, en ce moment, les 21 pays qui y participent pouvaient faire davantage, si ce programme pouvait recevoir l'impulsion d'une conférence où tous les pays de la région se rencontreraient sous les auspices des Nations Unies, et à l'égard de laquelle le secrétaire général pourrait dès maintenant faire des préparatifs, ce serait peut-être la meilleure façon de créer une atmosphère qui rendrait la paix possible dans cette partie du monde. Monsieur l'Orateur, les sommes qu'on dépense en une semaine pour des opérations militaires en Indochine suffiraient à financer le programme pendant des années.

La chose ne sera pas facile, et elle pourrait n'être pas possible dans les circonstances actuelles, mais j'ai cru qu'il valait la peine de la mentionner, et j'espère que les autorités